
Premièrement, Le Congrès doit être le moment du débat d'un programme. Un programme économique ET social avec diffusion militante en direction des entreprises. Tous nos élus sur le pont mais pas en dirigistes depuis leurs bureaux.

Il existe au monde, hormis la Bible, un seul document universel qui représente la Vie: c'est le compte de résultats des entreprises. Que notre Parti réfléchisse bien à/sur ce sujet.

La confrontation des intérêts reste attachée à ce terrain : le périmètre de la création de la plus value. En fin de congrès un document genre "infographie" devrait être à disposition des mbs du PCF. Surtout, en faire l'objet d'une diffusion au monde du travail pris dans son ensemble.

Deuxièmement: la campagne électorale présidentielle?

A) Se fonder sur le fait que la majeure partie de la population veut être entendue en sachant que non-écoutés, ou propositions non retenues, nombre de personnes se retirent des débats. C'est aussi un des éléments des désaffections de toutes sorte.

Nous ne seront pas dans une phase électorale d'ordre local, régional ou municipal. Ce ne sont que des campagne qui, au fond, visent à distribuer. Ce faisant, d'ailleurs, les politiques d'austérité qui vont nécessairement s'abattre dans les villes et villages vont à nouveau opposer les citoyens aux élus. C'est un handicap pour le PCF puisque sa mission sociale est, de fait, estompée.

B) Le fond reste les questions économiques avec leurs mécaniques propres.

On ne peut plus faire l'impasse sur ce point qui nécessite du temps.

Renvoyer à la construction d'une autre Europe n'est pas le bon terrain puisqu'il y a un refus du à la politique de l'Euro. Mais sur ce terrain, un examen spécifique de l'appréciation de la jeunesse est à étudier. Pour certains, munis de formations de type intellectuel, l'Europe c'est leur espace d'expansion personnelle. Pour d'autres c'est le fait des délocalisations et de leur situation de chômage. C'est la mise en concurrence de leur travail. Pour s'en convaincre, regardons ce que disent et font les Jeunes Agriculteurs. Ils veulent être rémunérés et non pas aidés.

La ré-industrialisation est à l'ordre du jour. Elle doit être l'objet d'une planification nationale qui engage le patronat dirigeant et les actionnaires. Qu'ils le veuillent ou non. Notre pays va être dans l'obligation d'une politique dirigiste à son avantage que, pour ma part, je confonds avec celles et ceux qui créent les richesses en terme réel, s'entend.

C) La candidature

C'est un "truc" qui excite tous les appétits. Contradictoirement: même en temps de crise!

Il nous faut distinguer le Front de Gauche en terme de démarche démocratique avec la présentation d'axes de luttes. Toutes proportions gardées, avoir une "attitude syndicale nationale".

Présentons conjointement (un ou une candidate) de valeur accompagné nécessairement d'une équipe qui se présenterait prête à gouverner. Ce serait la concrétisation du rassemblement pour mettre fin au traitement "asocial" de notre pays. Une façon de montrer la capacité du Front de Gauche à gouverner. Cette façon demande évidemment à ce que l'on abandonne cette prétention "du maintenant c'est à mon

tour ou c'est ENCORE à mon tour". Les différents membres de l'équipe devront connaître leur sujet. L'expertise devra être haut de gamme sur la question du TRAVAIL qui engloberait: travail, santé et économie.

Arrêter immédiatement de taper sur notre candidat de 2012. Continuer restera incompréhensible. Je ne suis pas favorable à la primaire puisqu'elle masque le contenu du programme et la composition intelligente d'une équipe intelligente.

S'intéresser en priorité à la France PUIS à l'Europe. Ce dernier point est trop contesté dans les masses pour que nous en fassions un axe compréhensible de premier plan.

Ceci étant, les élections qui doivent nous intéresser in fine, ce sont les législatives (combat politique avec un programme de solutions concrètes sur TOUS les sujets).

Ne pas oublier: CHIFFRER TOUT.

Tous, je dis bien tous nos débats politiques seront argumentés de chiffres au réel. Pas d'approximation ou de philosophie douteuse.

Nota:

1) nous ne sommes pas assurés que le FN vise la réussite à la présidentielle dans la mesure où c'est une sorte bien particulière d'entreprise familiale qui vise surtout d'avoir des revenus provenant du fait électif. C'est une politique de marché, en quelque sorte. Ceci étant, nous ne sommes plus dans la configuration des années 1930 où les Ligues étaient divisées et agissaient de façon putschistes et anti- républicaines. La fin de ce type de démarche politique s'est d'ailleurs terminée au moment de la guerre d'Algérie par l'action de Gaulle(certain d'entre nous contestent ce point. Ils ont tort).

En 1934, Laroque était un réactionnaire un peu "bêbête". Aujourd'hui il s'agit de stratèges jeunes, avides de pouvoir et d'argent qui avancent par un processus électif aux résultats probants et en croissance par le débauchage du monde du travail ouvrier. La situation de chômage est une source qui leur est pratique. C'est l'oripeau démocratique par excellence , mais le risque de réussite sera là dès lors que le patronat aura opté pour. Toutefois, je ne saurais me prononcer sur ce qui se déroule en interne de cette formation. Quel est le sens des clivages si exposés médiatiquement?

2) la sociale démocratie est en voie de disparition, en tant que courant idéologique s'entend, puisque le patronat ne veut plus donner du "grain à moudre", d'où la confirmation d'axes très capitalistes débutés au moment de "l'actualisation du Programme Commun " en 1977. En relire les pages 100 à 122. Ce n'est pas ce programme initial qui n'a pas marché. C'est Mitterrand et d'autres qui, fondamentalement ne souhaitaient pas que ce soit réussi. Nous avons réussi le CNR avec les Gaullistes et d'autres. Cette fois- ci, une autre marche victorieuse nous a été refusée en tant que Parti dans l'Histoire de France. Et faire réussir les thèses du PCF c'était inscrire pour le futur le monde du travail. Le capitalisme ne pouvait pas admettre cela. Que l'on se souvienne combien nous avons payés les nationalisations. Les actionnaires ont réussi un tour de force magnifique: se faire indemniser à haut niveau de sommes qu'ils

avaient déjà perçues par l'exercice de l'actionnariat!

3) L'Eurocommunisme (années 70) était torpillé tant par les USA que par les Soviétiques. Berlinguer faillit curieusement en perdre la vie en URSS pour la perdre définitivement lors de son dernier discours à Padoue. Ses derniers mots sont plus que significatifs: aller vers les travailleurs dans les entreprises. Aldo Moro assassiné, la boucle était bouclée. Le PS italien se chargera du reste sous la houlette US. Les Britanniques s'étaient chargés, fin seconde guerre mondiale, de la Grèce. Les accords de Yalta nous avaient joué un bien mauvais tour.

Les prises de guerre, si elles consacrent les vainqueurs en tant qu'entité métaphorique, elles méritent les peuples. Ce fût le cas.

Pour la France, la bourgeoisie, qui est loin d'être la plus bête du monde, a très finement joué sur le fait que la politique de détente entre l'Est et l'Ouest des années 60 amenait à des échanges et des croisements des voix communistes et socialistes lors des élections. 1920, à l'envers en quelque sorte.

Nombreux étaient ceux qui propageaient dans nos rangs que le PS avait changé de nature alors que Mitterrand, à Vienne déballait sans vergogne sa stratégie! Giscard d'Estaing était dans la même disposition: abaisser le PCF.

Ainsi, éclairés sommairement de ce déroulement, nous faut-il revoir nos alliances en n'ayant en tête que le monde du travail. CE POINT EST PRIMORDIAL. C'est un débat politique majeur puisqu'il s'agit de la notion même de rassemblement. Le fameux fil rouge de l'unité, à l'examen, n'est qu'un slogan sans efficacité réelle.

Une question historique en découle: après le CNR, nous serions-nous trompés d'alliance? En tout état de cause l'histoire a illustré cette question.

Difficile, sujet à controverse, long: oui, mais il faut bien commencer un jour.

3) Evaluer sereinement le travail de la GUE du point de vue de son apport à notre pays et à ses salariés. Cette organisation n'est pas visible. De quelle utilité peut-elle être créditée, par exemple, dans le cas de nos amis et camarades Grecs?

4) La fin du quinquennat, pas de secret: le gouvernement et le PS bouclent les dossiers à l'avantage du patronat pour, d'une façon ou d'une autre, repasser "le manche" à d'autres libéraux. La nature historique du PS en faisait, en France, un œuvrant désigné pour agir sur les questions du travail. Les mouvements de 1995 et l'opération Sarkozy étaient à bout de souffle alors il y avait le Parti Socialiste...A ce propos, il est très intéressant de constater que c'est en Indre et Loire, lieu de naissance de notre Parti, que l'on a à la fois l'homme du CICE, Jean Patrick Gilles (PS) qui, au demeurant "assassine" le maire de TOURS, Jean GERMAIN en déclarant: il aimait la Chine et moi le Tibet (sic). Celui des "frondeurs", BAUMEL. La ministre M. Touraine, Sécurité Sociale et Retraites, donc des salaires différés, le trésorier de la campagne Sarkozy, BRIAND, UMP-les Républicains. Reste Marie-France BEAUFILS bien esseulée à Saint-Pierre des Corps.

5) Pouvons-nous raisonnablement penser que le patronat français n'a pas encore choisi?

Ne perdons pas de vue qu'il décide peu de chose sans l'agrément du patronat allemand et européen. Le

pangermanisme est plus que jamais actif. D'ailleurs si on parle beaucoup de la sortie des Britanniques de l'Europe, pourquoi n'avancions-nous pas sur celle, ourdie, de l'Allemagne maintenant qu'elle possède nombre de marchés européens. Qu'elle a démonté, je dis bien démonté, nos industries et qu'elle place ses fonds de pensions au passif des bilans de nos entreprises-en haut à droite- place privilégiée pour tirer de très substantiels bénéfices qui alimentent sans grands frais sa politique sociale. L'action type "Coucou", en somme.

5) Que l'on cesse ces sortes d'anglicismes cachés : de Pools nous sommes passés à Pôles. Pourquoi cette peur de parler de nationalisations? C'est le vocabulaire de notre Constitution qui, bien exploitée peu être porteuse de bénéfices pour les citoyens et citoyennes. Pas nécessité d'un 6ème République pour parler franc!

Jean LIVONNET. Section 7ème. PCF . Paris.